

TECHNIQUES BANCAIRES POUR LE PAIEMENT EXTERIEUR

Des banquiers arabes en formation à Alger

Pour une meilleure maîtrise des techniques bancaires, le Fonds monétaire arabe (FMA) en étroite collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) ont lancé, conjointement hier à Alger, un cycle de formation destiné à des cadres bancaires de plusieurs institutions arabes et consacré aux questions liées aux opérations bancaires extérieures. Autrement dit, il s'agit de dispenser aux banquiers de vingt-deux pays arabes, "les nouvelles techniques et autres moyens modernes à utiliser pour assurer les meilleures opérations pour les paiements extérieurs".

Cette session de formation, d'une durée de douze jours, a été ouverte en présence du ministre des Finances, M. Mourad Medelci, du gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohamed Laksaci, et du président du conseil d'administration du FMA, M. Djassem El Mennai.

Dans une brève allocution, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque d'Algérie ont chacun mis en exergue les bouleversements économiques, financiers et monétaires en cours à l'échelle mondiale et la nécessité d'une mise à niveau permanente des banquiers arabes par rapport aux innovations financières et à la diversité des techniques bancaires pour les paiements extérieurs. Ces sessions de formation, animées par des experts du Fonds monétaire arabe et du FMI, sont organisées chaque année dans un pays arabe différent sous forme d'ateliers dans lesquels le thème choisi est traité par des cours magistraux appuyés par des séances de simulation d'opérations bancaires.

A. B.

COOPERATION ALGERO-FRANÇAISE / FONDS DE SOLIDARITE PRIORITAIRE

Bilan positif du projet d'appui de l'économie

Le projet FSP (Fonds de solidarité prioritaire), appui au développement du secteur économique en Algérie, sera clôturé fin 2006.

Ce partenariat a été revu hier au Forum d'El Moudjahid par les différents partenaires. Le représentant de l'ambassade de France en Algérie a précisé lors de son intervention que le bilan de ce programme a été très positif par rapport aux objectifs fixés.

"Des suites prendront place toujours dans le cadre du développement continu", a-t-il ajouté.

Pour rappel, le FSP, depuis sa signature le 16 juin 2002, avait pour but de soutenir la dynamique de restructuration, de compétitivité, d'intégration et de croissance des entreprises en vue de l'entrée de l'Algérie dans l'Organisation mondiale du commerce et la mise en œuvre de l'accord d'asso-

ciation avec l'Union européenne. Le montant du projet financé par la France a été estimé à 3,48 millions d'euros. La période du projet prescrite a été de 3 ans et demi.

Les principaux bénéficiaires sont quatre ministères dont celui de l'Industrie qui a profité de 47%. Il y a aussi 20 organismes techniques, administratifs et financiers impliqués représentant plus de 10 000 collaborateurs.

La répartition du budget s'est faite selon quatre volets : la composante qualité, la composante droit des affaires, microentreprise et exportation. Pour la qualité, il a été décidé la création d'un vivier d'auditeurs et d'inspecteurs formés et certifiés opérationnels et performants. Principaux résultats : deux séminaires organisés et 600 cadres algériens sensibilisés.

I. T.

COOPERATION ALGERO-GUINEENNE DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Signature d'un protocole d'accord demain

L'Algérie et la Guinée Conakry signeront demain à Alger un protocole d'accord dans le domaine de la formation et l'enseignement professionnels. Cet accord devra, selon El Hadi Khaldi, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels qui a reçu hier son homologue guinéen Yazdra Soropogui en visite de trois jours en Algérie, créer un cadre à même de renforcer la coopération bilatérale en termes d'assistance technique, de formation des formateurs et d'échange d'expériences.

Au cours d'une audience avec le ministre guinéen de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, organisée hier au siège du département de la FEP, El Hadi Khaldi a exprimé la disponibilité de l'Algérie à apporter son soutien à la Guinée Conakry dans ce

domaine. Ce dernier a également rappelé les avancées enregistrées ces dernières années à la faveur de la stratégie de développement du secteur initiée en 2001 et qui a permis la création de 400 établissements d'enseignement et l'augmentation du budget de 225% de 1999 à 2006. Pour sa part, Yazdra Soropogui s'est dit intéressé par l'expérience algérienne dont il veut en faire bénéficier son pays qui dispose de seulement 85 établissements de formation professionnelle. Notons enfin que le ministre guinéen s'est rendu, en compagnie de son homologue algérien, à l'Institut national de formation professionnelle d'El Biar et l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de Ouled-Fayet.

Lotfi M.

UNIVERSITE DE TIZI-OUZOU

Grève et sit-in des étudiants

L'université de Tizi-Ouzou a renoué, dans la journée d'hier, avec la protestation des étudiants qui ont massivement répondu à l'appel de la Coordination locale des étudiants (CLE).

En plus de la grève qui a été massivement suivie, un sit-in a été organisé sur le campus de Hasnaoua. Après avoir improvisé une marche à partir du pôle universitaire Hasnaoua II (Bastos), les étudiants ont rallié l'esplanade de la bibliothèque centrale, lieu "historique" pour les rassemblements des étudiants. Les représentants des comités autonomes, fédérés au sein de la CLE qui se sont succédés à la tribune sont revenus, dans leurs interventions, sur les motivations et l'objet de la protestation, ciblant particulièrement les premiers responsables de l'université et des directions des œuvres universitaires,

qualifiant, dans une déclaration remise à la presse, la gestion de ces responsables "de catastrophique sur tous les plans". Le même document énumère les doléances et les préoccupations des étudiants. Au plan pédagogique, c'est le sempiternel déficit "en encadrement pédagogique de qualité, en équipement et supports pédagogiques (outils informatiques, Internet, matériel de laboratoire, bibliothèques vides...)" qui est encore posé par les étudiants qui font part de leurs "inquiétudes et craintes concernant les retombées dangereuses de la réforme LMD, élaborée et parachutée dans l'opacité". La structure syndicale des étudiants (CLE) annonce l'organisation d'un cycle de conférences sur les enjeux de ladite réforme dont le refus a été réitéré par la même structure

syndicale. Sur le plan social, il est fait état de la "volonté de la responsable de la DOU Hasnaoua de caporaliser les cités universitaires", citant au passage, le problème des étudiants non encore hébergés, de la surpopulation, du manque d'hygiène, de l'absence d'infrastructure ludique et de loisirs au sein des cités universitaires... Les étudiants posent encore le problème de l'insécurité au sein et aux alentours des cités et campus universitaires. La CLE, qui envisage de présenter de vive voix les doléances des étudiants aux recteurs et aux responsables œuvres universitaires (DOU), n'a pas manqué, dans sa déclara-

tion, de s'inscrire en faux et de contredire le discours triomphaliste des représentants de la tutelle "qui se félicitent d'avoir réussi une bonne rentrée universitaire". Pour les étudiants, les preuves de ce désaveu qu'ils opposent aux pouvoirs publics ne manquent pas, citant le cas "de milliers d'étudiants de différentes filières (sciences politiques, sciences commerciales, interprétariat) qui n'ont à ce jour pas débuté leurs cours". Ce à quoi s'ajoute le cas "des 9946 nouveaux bacheliers qui ne sont pas encore hébergés", lit-on encore sur la déclaration de la CLE qui comporte une longue liste de récriminations.

S. A. M.

L'ambassadeur d'Italie hôte de l'université de Tizi-Ouzou

L'ambassadeur de la République d'Italie a été l'hôte, dans la matinée d'hier, de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou qui a organisé un séminaire international sur les micro et nano technologies.

La présence du premier responsable de la chancellerie italienne est motivée par le soutien académique et financier qu'apporte l'Italie, à travers ses organismes spécialisés, notamment le Centre international de physique de Trieste, aux enseignants et aux institutions algériennes impliqués dans ce domaine très novateur de la recherche spécialisée dans la nanométrie et la micro-électronique, des techniques appliquées à plusieurs domaines aussi bien scientifiques et technologiques qu'économiques.

Le séminaire abrité par l'université de Tizi-Ouzou, avec la participation de plusieurs enseignants et chercheurs étrangers a été organisé grâce au soutien de l'Unesco, de l'IMEP-CNRS (France, de l'ICTP (Italie) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

S. A. M.

FIXATION DES MARGES BENEFICIAIRES POUR LES MEDICAMENTS

L'Unop et le Snapo dénoncent

Dans un communiqué diffusé hier, le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) et l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop) ont précisé qu'ils étaient informés de l'élaboration et de la signature imminente d'un décret concernant les marges plafond applicables à la production, au conditionnement et à la distribution des médicaments à usage de la médecine humaine.

Ces deux acteurs du marché du médicament algérien considèrent pour leur part qu'ils auraient dû être consultés sur un texte régle-

mentaire dont l'impact sur leur activité est plus décisif. A ce sujet, l'Unop et le Snapo affirment être écartés lors du processus d'élaboration de ce texte et dénoncent ainsi cette attitude unilatérale.

Cette mise à l'écart est annonciatrice de difficultés d'application sur le terrain selon les deux acteurs qui rappellent que le succès d'un tel projet nécessite l'adhésion de tous les acteurs et demandent donc aux autorités concernées de les associer à l'élaboration de tout nouveau projet concernant la profession.

I. T.